



HAL
open science

Qualitatif ou quantitatif? Plaidoyer pour l'éclectisme méthodologique

Nonna Mayer

► **To cite this version:**

Nonna Mayer. Qualitatif ou quantitatif? Plaidoyer pour l'éclectisme méthodologique. Bulletin de Méthodologie Sociologique / Bulletin of Sociological Methodology, 2018, 139 (1), pp.7-33. 10.1177/0759106318778821 . hal-01838838

HAL Id: hal-01838838

<https://sciencespo.hal.science/hal-01838838>

Submitted on 13 Jul 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Qualitatif ou quantitatif ? Plaidoyer pour l'éclectisme méthodologique

Bulletin de Méthodologie Sociologique
2018, Vol. 139 7–33
© The Author(s) 2018
Reprints and permission:
sagepub.com/journalsPermissions.nav
DOI: 10.1177/0759106318778821
journals.sagepub.com/home/bms



Nonna Mayer
Sciences Po, France



Photo : Thomas Arrivé, Sciences Po

Biographie

Nonna Mayer est directrice de recherche émérite au CNRS, rattachée au Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF) de 1974 à 2009, et au Centre d'études européennes et de politique comparée de Sciences Po (CEE) depuis 2009.

Ses recherches portent sur les attitudes et comportements politiques, l'extrémisme de droite, les nouvelles formes de racisme et d'antisémitisme, et l'impact électoral du genre et des inégalités sociales. Ses projets en cours explorent la citoyenneté sociale et

Pour toute correspondance :

Nonna Mayer, Centre d'études européennes et de politique comparée, Sciences Po, 27 rue Saint-Guillaume, 75337 Paris, France

Email : nonna.mayer@sciencespo.fr

politique des plus pauvres : ainsi « Précarité, Participation, Politique », mené avec Céline Braconnier et Florence Haegel, en partenariat avec les Petits Frères des pauvres. Un autre projet porte sur les relations entre réfugiés et société d'accueil : « Immigration, Antisemitism and Toleration in Western Europe Today », coordonné par David Feldman (Pears Institute/Birkbeck University of London) pour la Fondation EVZ (Erinnerung Verantwortung Zukunft).

De 1978 à 1994 elle a été en charge de la formation à l'entretien non directif au 3ème cycle d'études politiques de Sciences Po. Elle a également enseigné la sociologie politique à l'université Paris I, à l'ESCP, au Stanford Overseas Programme à Paris et à Sciences Po. Elle a été responsable à Sciences Po de la spécialité « Sociologie politique » au sein du DEA d'Etudes politiques puis au Master de Sociologie politique comparée (1999-2009). Depuis 2011 elle co-anime avec Samy Cohen un séminaire méthodologique associant le CEE et le CERI (Centre de recherches internationales) : « Les sciences sociales en question : grandes controverses épistémologiques et méthodologiques »¹.

Elle est responsable de la collection « Contester » aux Presses de Sciences Po, consacrée aux transformations des modes d'action collective, et au comité scientifique de *Patterns of Prejudice*, *French Politics*, *International Journal of Conflict and Violence*, *International Political Science Review*, sans oublier le *BMS*.

De 2005 à 2016 elle a présidé l'Association française de science politique. Elle est depuis 2016 membre de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) et du conseil scientifique de la Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT (DILCRAH). Toutes les publications :

<http://spire.sciencespo.fr/hdl:/2441/91abe9r4se65i789685q58133/export/cv/cv-Mayer-Nonna.pdf>

Biography

Nonna Mayer is an emerita research professor at the CNRS, based at the Centre for political research at Sciences Po (CEVIPOF) between 1974 and 2009, and at the Centre for European studies and comparative politics at Sciences Po (CEE) since 2009.

Her research focuses on political attitudes and behaviour, right-wing extremism, new forms of racism and anti-Semitism, and the electoral impacts of gender and social inequality. Her current research explores social and political citizenship among the lowest income groups, entitled 'Precariousness, Participation, Politics', conducted with Céline Braconnier and Florence Haegel, and in collaboration with the charity group The Little Brothers of the Poor. Another project examines the relationship between refugees and host societies, entitled 'Immigration, Anti-Semitism and Toleration in Western Europe Today' coordinated by David Feldman (Pears Institute/Birkbeck University of London) for the EVZ Foundation (Erinnerung Verantwortung Zukunft).

From 1978 to 1994, she was in charge of a seminar teaching non-directive interviewing techniques for Sciences Po's post-graduate students in political science. She also taught political sociology at Paris I University (La Sorbonne), at ESCP, for the Stanford Overseas Program in Paris and of course, at Sciences Po. There she was in charge of the political sociology program for the post-graduate degree (1999-2009). Since 2011, Mayer coordinates with Samy Cohen a joint CEE-CERI methodological seminar called

“Social sciences in question: contemporary methodological and epistemological controversies”.

Nonna Mayer is the academic editor for the Protest book series published by the Presses de Sciences Po, which focuses on the transformations of forms of collective action. She is also on the advisory boards for academic journals *Patterns of Prejudice*, *French Politics*, *The International Journal of Conflict and Violence*, *The International Political Science Review*, as well as the *BMS*.

Between 2005 and 2016 she was the President of the French Association of Political Science. Since 2015 she has been a member of the National Consultative Commission on Human Rights (CNCDDH) and since 2016 of the advisory board for the inter-ministerial delegation on the fight against racism, anti-Semitism and anti-LGBT hatred (DILCRAH). A full list of her publications is available at:

<http://spire.sciencespo.fr/hdl:/2441/9labe9r4se65i789685q58133/export/cv/cv-Mayer-Nonna.pdf>

Abstract

In tracing Nonna Mayer’s career back to its beginnings at CEVIPOF over 40 years ago, this article presents a defence of methodological eclecticism. Based on examples from her research on electoral behaviour, racism and social inequalities, the author demonstrates the artificial nature of the opposition between qualitative and quantitative approaches, both in terms of data collection and analysis. Interviews and surveys, open and closed questions, participant observation and experimentation – all of these techniques shed light on different aspects of the research object. Only through combining and connecting them can we understand it in its totality.

Résumé

Retraçant un parcours de recherche commencé au CEVIPOF il y a plus de 40 ans, cet article est un plaidoyer pour l’éclectisme méthodologique. A partir d’exemples tirés de ses travaux sur le comportement électoral, le racisme et les inégalités sociales, l’auteure montre le caractère artificiel de l’opposition entre approches qualitatives et quantitatives, tant au niveau du recueil des données que de leur analyse. Entretiens et sondages, questions ouvertes et fermées, observation participante et expérimentations, chacune de ces techniques éclaire une facette du phénomène étudié. Il faut donc les croiser pour le saisir dans sa totalité.

Keywords

Interview, experimentation, gender, qualitative methods, quantitative methods, social precariousness, racism, survey, electoral sociology, Le Pen vote

Mots clés

Entretien, expérimentation, genre, méthodes qualitatives, méthodes quantitatives, précarité, racisme, sondage, sociologie électorale, vote Le Pen

Introduction

L'éclectisme est sans doute ce qui caractérise le mieux mes choix méthodologiques, tout au long de ma carrière. Il résulte d'une socialisation précoce à la recherche, commencée bien avant mon recrutement au CNRS, au contact des chercheurs du Centre d'étude de la vie politique française (CEVIPOF) (Mayer, 2015b). Pour rendre compte de la façon dont cet éclectisme s'est affirmé au fil des ans, je montrerai, après un bref rappel de mes problématiques de recherche, comment j'ai panaché approches qualitatives et quantitatives dans trois domaines : les préjugés racistes, le comportement électoral, et les inégalités sociales.

Dans les années 1970, le CEVIPOF est un carrefour de disciplines et de traditions de recherche, où voisinent spécialistes de lexicométrie et psychologues, sociologues et politologues, adeptes de la géographie électorale admirateurs d'André Siegfried, qui ne jurent que par les données agrégées, et spécialistes des sondages. Jean Stoetzel, le fondateur de l'IFOP, a introduit la technique à Sciences Po où il enseigne, et la première enquête électorale par sondage pour la FNSP est menée par l'IFOP après les élections du 2 janvier 1956, dans le premier secteur de la Seine, auprès d'un petit échantillon représentatif de 504 personnes. Très vite, affichant sa volonté de rupture avec une science politique traditionnelle plus marquée par le droit et la théorie politique, le Cevipof va devenir le laboratoire de pointe en analyse électorale, sur le modèle de la *survey research* américaine. Le livre pionnier *Classe, religion et comportement politique* (Michelat et Simon, 1977) s'inspire des travaux de Paul Lazarsfeld et de l'école de Columbia. Annick Percheron quant à elle a élaboré son approche de la socialisation politique aux Etats-Unis, au contact de David Easton et Kent Jennings (Mayer, 1993 ; Percheron, 1993). Et le laboratoire est le lieu de passage obligé pour les chercheurs étrangers à Paris. Un tel environnement est propice aux échanges, à la confrontation des méthodes et des théories qui les fondent, et aux expérimentations en tout genre.

Encadré I. Le mythe de « l'électeur-type »

« Mon premier est un homme d'une cinquantaine d'années, petit commerçant à Paris ou dans une grande ville de province (. . .) Ses deux obsessions, qui pour lui n'en font qu'une, c'est l'insécurité et l'immigration. Inutile de continuer, vous l'avez reconnu, le Beauf de Cabu, le Dupont-Lajoie des familles, l'électeur type de Jean-Marie Le Pen. » (*Le Nouvel Observateur*, 22 juin 1984).

« C'est un homme d'une quarantaine d'années. Commerçant de son état, il vit dans une ville de 150 000 habitants du Midi méditerranéen. Il a voté Chirac en 1981. Les immigrés lui font peur et il ne cesse de gémir sur l'insécurité ambiante ; cet homme n'est autre que l'électeur type du Front national. C'est lui qui a le plus voté Le Pen aux Européennes, et qui risque de récidiver dimanche prochain [aux cantonales] en apportant ses suffrages aux candidats d'extrême-droite. » (*Libération*, 8 mars 1985).

(Mayer, 1986a : 304-305).

Déposé en 1974, mon projet CNRS porte sur le rapport au politique d'une catégorie sociale alors en pleine révolte contre la modernisation économique, les petits commerçants (Grunberg et al., 1983 ; Mayer, 1986a). Ce champ de recherche m'a tournée vers la sociologie électorale et l'étude des grands clivages qui structurent les choix partisans, à commencer par les variables lourdes, la classe sociale et la religion. De là vient aussi mon intérêt pour le FN (Mayer et Perrineau, 1989), qui émerge électoralement en 1983–1984, et dont les petits commerçants sont considérés comme « l'électeur type » (Encadré 1). A tort, car aux élections européennes de 1984, c'est une bourgeoisie exaspérée par la victoire des « socialo-communistes » en mai 1981 qui donne à Jean-Marie Le Pen ses meilleurs scores (Mayer, 1987), et le vote en sa faveur, chez les patrons, augmente avec la taille de leur entreprise. Une bourgeoisie qui retourne au vote utile pour la droite dès les législatives de 1986. C'est alors seulement que le FN perce électoralement chez les petits patrons.

L'étude des militants d'extrême-droite, en France et en Europe, viendra compléter celle des électeurs (Klandermans et Mayer, 2005). L'étude du FN, le parti de la « préférence nationale », m'a conduite logiquement à celle du rapport aux immigrés, aux étrangers, du racisme sous toutes ses formes (Mayer, 1990). Elle m'a aussi fait découvrir l'importance du genre, chercher à comprendre pourquoi les femmes étaient toujours plus réticentes à voter pour ce parti que les hommes. Les manifestations qui suivent la profanation du cimetière juif de Carpentras en 1990 m'incitent à étudier les mouvements sociaux et l'action collective, en particulier les mobilisations contre le racisme, l'antisémitisme et le FN (Mayer, 1991 et 1994). La crise de 2008 enfin m'a poussée à explorer les conséquences politiques des inégalités sociales et de la précarité. Mais quelle que soit la problématique de recherche, j'ai toujours donné une importance particulière aux questions de méthode, qu'il s'agisse d'entretiens, de sondages ou d'expérimentations.

A l'école de l'entretien non-directif

Entre 1971 et 1973, je fais le 3ème cycle d'études politiques de Sciences Po, l'équivalent des masters d'aujourd'hui. Guy Michelat, venu de la psychologie sociale, anime un stage d'initiation à l'entretien non-directif. Le stage s'inspire de la méthode mise au point par le psychologue américain Carl Rogers, fondée sur l'empathie, qui laisse la personne parler librement à partir d'une consigne de départ, sans la relancer autrement qu'en lui renvoyant ses propos (Michelat, 1975). Après une séance introductive, nous partons faire des travaux pratiques magnétophone en bandoulière, ramenant des entretiens qui sont ensuite écoutés et discutés dans le groupe. Il s'agit d'interviewer des personnes que l'on ne connaît pas, sur des sujets apparemment anodins – le vin, le chocolat, le parfum, la fourrure –, sur une consigne de départ minimaliste (*j'aimerais qu'on parle de ce que c'est pour vous...*) et qui s'avèrent d'excellents révélateurs des attitudes politiques. C'est là que j'ai découvert l'excitation du « terrain ». Cet apprentissage me permet de travailler comme enquêtrice pour le secteur « quali » de la Sofres et de faire des vacances pour des chercheurs du CEVIPOF, sur des sujets et des populations des plus variées (le travail chez les ouvriers de chez Berliet, la

Encadré 2. La démoralisation d'un groupe social

« Notre problème c'est qu'on est foutu, on est appelé à disparaître. Le petit commerçant, je vais vous expliquer, hein, eh bien le petit commerçant, si vous regardez la vie des animaux, vous vous dites tiens, il y a une espèce qui va disparaître elle est là puis ça y est, eh bien nous c'est pareil, on est comme une espèce d'animaux rares qui est appelée à disparaître. On y... on s'accroche, on s'accroche, mais d'ici quelques années on sera disparu (Homme, crémier, dans Mayer, 1986a : 153).

modernisation chez des agricultrices du Cantal, la vie politique chez des habitants de Maubeuge, l'image du Parlement auprès de petits commerçants parisiens) (Mayer, 1972). De là m'est venue l'envie de faire de la recherche, et de commencer une thèse de doctorat sur l'univers politique des petits commerçants. Tout naturellement les entretiens non-directifs façon Michelat sont la méthode d'enquête choisie pour apprivoiser une population démoralisée dont le sentiment général est d'être condamnée à disparaître (Encadré 2). Ces entretiens vont me permettre, au-delà des histoires de vie particulières, de reconstruire la vision du monde d'une catégorie socioprofessionnelle, structurée par sa position de classe moyenne, qui dresse ses membres à la fois contre les salariés en tant qu'indépendants, et contre les gros en tant que petits patrons.

Depuis j'ai essayé d'autres types d'entretiens (semi-directifs, histoires de vie, *focus groups*, entretiens filmés), auprès de populations très diverses (militants de collectifs anti-FN, anciens responsables du FN, personnes en situation de grande précarité, bénévoles et salariés d'associations caritatives ou d'aide aux réfugiés). Mais ma formation initiale au non-directif m'a appris à écouter, ne pas avoir peur des silences, me mettre à la place de l'autre et l'aider à explorer sa pensée sans l'influencer, sans lui imposer la mienne. Une manière de conduire les entretiens aux antipodes de la « conversation ordinaire » telle que Pierre Bourdieu l'a préconisée dans *La Misère du monde* (Mayer, 1995) (Encadré 3).

Les nouvelles approches de l'opinion

Guy Michelat a aussi introduit au Cevipof les méthodes quantitatives, les sondages et l'exploitation statistique des données². Aujourd'hui on peut faire d'un clic une analyse de régression ou une analyse factorielle, alors qu'à l'époque c'était beaucoup plus laborieux. Il fallait passer par le CIRCE, le centre de calcul électronique du CNRS à Orsay. Les informations étaient saisies sur cartes perforées tout comme le programme et les paramètres de l'analyse. En retour on obtenait des tonnes de *listings* déversés en continu par une grosse imprimante. Il fallait attendre 24 heures pour avoir enfin les « tris » demandés la veille. Quant aux échelles d'attitudes hiérarchiques, Michelat les construisait à la main, à l'aide d'un scalogramme, avant qu'il ne mette au point avec Pierre-Olivier Flavigny un programme informatique adapté. Mais le fait de mettre ainsi « les mains dans le cambouis » a été formateur. J'en garde un plaisir particulier à jouer avec les données, à tester des modèles statistiques. Le sentiment aussi que méthodes

Encadré 3. L'interview selon Pierre Bourdieu

« Par leur fréquence (elles occupent près d'un tiers de l'entretien), par leur caractère interrogatif (les deux tiers des relances), ses interventions [celles de l'enquêteur, ici Pierre Bourdieu] cassent le rythme de l'entretien et incitent les interviewés à la passivité, dans l'attente de la prochaine question. Leur contenu est nettement orienté, prenant systématiquement le parti des jeunes contre la police, la justice, l'autorité. Ainsi l'enquêteur minimise systématiquement l'importance des vols qu'ils commettent : 'Oui, mais c'est à moitié pour jouer' ou 'Oui mais on fait ça autant parce qu'on s'emmerde . . .' (p. 91). Il relativise leur étiquette de casseur : 'Mais vous avez pas l'air bien méchant, quand même, ni l'un ni l'autre, c'est bizarre' (p. 93) ou excuse les plus vieux qui prennent de l'alcool et de la drogue : 'Oui, et puis quand il n'y a rien d'autre à foutre, oui, ça se comprend' (p. 89). Il les complimente sur leur force physique : 'T'as pas pensé à faire du sport, parce que je sais pas, t'es costaud, je sais pas' (p. 89), manifeste fortement sa sollicitude quand il apprend qu'un de leur copain a perdu son père : 'Oh là là ! pauvre gars' (p. 99). En outre plus d'une fois ses interventions introduisent des éléments étrangers au discours des deux jeunes. C'est Bourdieu qui suggère qu'il n'y a pas de terrain de sport puis, apprenant qu'il y en a un, insiste sur le fait qu'il n'y en a qu'un pour les deux cités, lui qui suggère qu'ils n'ont pas accès à leur local 'Oui, qu'on vous laisse pas utiliser ?' (p. 87), lui qui qualifie de 'bidon' le stage d'insertion proposé aux jeunes (p. 90), lui encore qui souligne l'inégal traitement qui leur est réservé par les patrons des boîtes de nuit : "Oui d'accord, mais lui, on le laisse passer et toi on t'arrête." et qui s'en indigne : 'c'est dégueulasse, ils ont pas le droit' (. . .) ça révolte, ça', alors que le jeune en cause se contente de commenter sobrement : 'oui, enfin, c'est ça . . . c'est énervant, à force' (p. 89) » (Mayer, 1995 : 363–364. Les pages entre parenthèses renvoient à *La Misère du monde* de Pierre Bourdieu, 1993).

qualitatives et quantitatives ne s'opposent pas, qu'elles se complètent. Nous faisons des « méthodes mixtes » avant l'heure. Suivant l'exemple de Guy Michelat et Michel Simon, qui mêlent données d'entretiens et données de sondage pour comprendre le rapport au politique des catholiques et des irréguliers (Michelat et Simon, 1977), la seconde partie de ma thèse s'appuie alors sur des enquêtes électorales pour expliquer les comportements politiques des petits commerçants.

Un autre chercheur qui a joué un rôle décisif dans mon parcours de recherche est Frédéric Bon. En 1973, il cherche des vacataires pour finir en urgence un livre commandé par Calmann-Lévy sur les sondages d'opinion, initialement demandé à Guy Michelat qui n'avait pas le temps. Bon n'a écrit que le chapitre consacré aux opérations « estimations électorales ». Il a le plan détaillé du livre et des autres chapitres, toutes les références et données correspondantes, il n'y a plus qu'à rédiger. Ce sera mon travail, et Michel-Antoine Burnier donnera au tout un style uniforme et alerte. En trois mois le livre est fini, il sort en avril 1974 sous le titre *Les sondages peuvent-ils se tromper ?* (Bon et al., 1974). Il n'a pas pris une ride. L'expérience m'apprend en accéléré la technique

des sondages d'opinion, leurs potentialités mais aussi leurs pièges, à tous les stades de leur fabrication puis de leur analyse. A Sciences Po déjà, Alain Lancelot nous avait fait lire la mise en garde de Pierre Bourdieu, « L'opinion publique n'existe pas », dans sa première version parue au Bulletin Noroit en 1971. Frédéric Bon, lui, montrait que l'instrument était faillible mais qu'on pouvait l'améliorer, et s'en servir dans une perspective scientifique. J'ai retenu la leçon.

Le nouveau courant de recherche sur l'opinion publique qui se développe aux Etats-Unis dans les années 1980, en lien avec l'essor des approches cognitives et des neurosciences, m'a tout de suite passionnée. Au paradigme « minimaliste » incarné par des auteurs comme Philippe Converse aux Etats-Unis, ou Pierre Bourdieu en France, pour qui la majorité du public n'a pas d'opinions stables et cohérentes, surtout en politique, il oppose un paradigme constructionniste mettant l'accent sur la dynamique des opinions, leur ambivalence et leur sensibilité au contexte (Sniderman, 1993). Le développement des sondages assistés par ordinateur (CATI) facilite la mise au point de dispositifs expérimentaux testant l'effet de la formulation des questions sur les réponses des personnes interrogées. A l'opposé des sondages classiques ils cherchent à rapprocher l'entretien de la vie réelle, en faisant intervenir l'enquêteur.e, avec des arguments, des contre-arguments, des interruptions (*stop and think*), ou une attitude facilitatrice. Les sondages expérimentaux que nous avons organisés dans trois manifestations, auprès de leurs participant.es saisi.es sur le vif (Favre et al., 1997) s'inscrivent dans cette perspective. Il en va de même pour les sondages délibératifs filmés mis au point par James Fishkin et ses collègues (Mayer, 1997). Ils prennent un échantillon représentatif de la population du pays, interrogent ses membres sur un problème de l'heure, les isolent pendant deux jours, les confrontent à des avis d'experts et d'hommes politiques, les font débattre en petits groupes et les réinterrogent pour voir ce qui a changé, en filmant le tout pour en faire un outil pédagogique. Les films de ses expériences, en Angleterre et aux Etats-Unis, seront au cœur de mes enseignements sur l'opinion publique à l'IEP. Mais c'est surtout la découverte des travaux de Paul Sniderman, un des principaux chefs de file de ce courant de recherche, et le fait qu'il accepte de venir enseigner un semestre à Sciences Po, qui va changer ma manière de concevoir l'enquête par sondage. En partenariat avec l'Université de Stanford nous avons coordonné ensemble une enquête expérimentale sur le rapport à la démocratie dont est sorti le livre *La Démocratie à l'épreuve* (Grunberg et al., 2002). L'enquête, en plus des questions habituelles, comporte une vingtaine d'expériences, inspirées de celles de Paul Sniderman, destinées à mettre à l'épreuve les opinions à l'égard de la démocratie. Les questions sont posées sous forme de cas (un maire propose d'interdire la mendicité dans sa commune, des jeunes filles musulmanes tiennent à garder leur foulard en classe, est-ce efficace de supprimer les allocations familiales aux familles de mineurs délinquants) et déclinées sous plusieurs versions différentes, sélectionnées de manière aléatoire selon la technique de l'échantillon partagé (*split sampling*) pour repérer quels paramètres font varier les réponses. Et parfois l'enquêteur intervient pour essayer de faire changer d'avis, soit en proposant un argument contraire à l'opinion approuvée, soit à l'inverse en affichant son empathie pour faciliter l'expression d'opinions contraires aux normes démocratiques (Encadré 4). Au total une vingtaine de petites expériences réalisées pour la première fois dans une enquête politique, qui viennent démentir la thèse selon laquelle « L'opinion publique

Encadré 4. L'expérience de « la pommade »

L'expérience s'inspire de celle dite « *friendly interviewer experiment* » (Hagendoorn, Sniderman, 2001). Les deux dernières questions de l'enquête portent sur le degré de liberté et de démocratie perçue en France. L'échantillon est partagé aléatoirement en quatre groupes de taille égale qui se voient proposer des versions légèrement différentes d'une même question. Les deux premières demandent simplement : « Nous arrivons à la fin de l'entretien. Je voulais vous poser une dernière question. Pensez-vous qu'il y a trop de liberté (ou 'trop de démocratie') en France ? ». Les deux autres sont posées avec « la pommade », c'est-à-dire que l'enquêteur se montre compréhensif et incite la personne à dire ce qu'elle pense vraiment : « Nous arrivons à la fin. Je voulais vous dire que j'ai beaucoup apprécié cet entretien et que vos réponses nous seront très utiles. Finalement, ne pensez-vous pas, contrairement à ce qu'on entend souvent dire, que le vrai problème en France, c'est qu'il y a trop de liberté (ou 'trop de démocratie') ? ». Ce préambule fait grimper de 12 points la proportion d'enquêtés estimant qu'il y a trop de liberté en France (de 28 % à 40 %) et de 15 points la proportion jugeant qu'il y a trop de démocratie (de 16 % à 31 %). Mais l'intervention ne les fait pas changer d'avis, elle va dans le sens de leurs convictions, elle leur fait dire ce qu'ils n'osaient pas dire. L'effet « pommade » est d'autant plus fort que la personne interrogée témoigne, par ses réponses aux autres questions de l'enquête, qu'elle a un niveau d'autoritarisme élevé et un faible attachement aux valeurs de la démocratie. (Grunberg et al., 2002 : 38–49)

n'existe pas » et qu'elle est un *artefact* produit par la situation du sondage. Sur la plupart des problèmes évoqués, les citoyens « ordinaires » ont des opinions, stables et cohérentes, même s'ils n'ont pas fait d'études. Nos expériences ne les font pas changer d'avis, elles leur font dire ce qu'ils pensent, en conformité avec leurs attitudes préexistantes (Mayer, 2007).

Mieux mesurer les préjugés

Ces expériences s'avèrent particulièrement utiles pour mesurer un racisme qui s'exprime aujourd'hui sous des formes euphémisées, plus acceptables en démocratie mais plus difficiles à détecter. Le sondage annuel effectué pour la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDDH) sur l'état du racisme et de la xénophobie en France, à la préparation duquel je suis associée depuis 1999 avec Guy Michelat, Vincent Tiberj et Tommaso Vitale, va nous offrir un champ d'expérimentation idéal, notamment pour détecter les biais de « désirabilité sociale ». Face à un enquêteur ou une enquêtrice, la personne interrogée voudrait apparaître sous un jour favorable et hésiterait à déclarer des opinions contraires aux normes sociales, en particulier des opinions racistes ou xénophobes. Et ce serait tout particulièrement le cas des personnes les plus instruites, qui savent quelle est la « bonne » réponse. Pour le tester Sniderman et ses collègues (Sniderman et Carmines, 1997) mettent au point l'expérience de « la liste », qui permet

de contourner le poids du « politiquement correct » dans l'expression du racisme anti-Noirs aux Etats-Unis en particulier dans les milieux de classes moyennes instruites. Sur une liste de sujets (pollution, trafic automobile, hausse des impôts) les personnes de l'échantillon-témoin doivent dire combien les mettent vraiment en colère, sans dire lesquels. Le second groupe se voit proposer une liste avec un *item* supplémentaire, comme *affirmative action*. Et le nombre de sujets qui fâchent augmente en flèche, permettant à des personnes qui normalement n'osent pas exprimer leur rejet de la politique de discrimination positive de se lâcher puisque l'enquêteur.e n'en saura rien. Nous avons réutilisé la méthode pour mesurer les phénomènes d'autocensure sur des thèmes sensibles comme l'immigration (Mayer, 2015c), et l'islam (Mayer et al., 2016 et 2017). En 2016 l'échantillon était partagé en trois groupes. La question pour le groupe témoin était formulée ainsi : « Parmi la liste suivante, combien y a-t-il de sujets sur lesquels vous avez le sentiment de ne pas pouvoir exprimer librement votre opinion ? Ne me dites surtout pas lesquels, dites-moi seulement combien il y en a : les hausses d'impôts/le gaspillage de nourriture/les salaires des grands patrons ». Dans le second groupe l'*item* supplémentaire était l'islam et dans le troisième la politique. Quel que soit le niveau d'études, l'âge, le sexe, la pratique religieuse, le positionnement sur la politique ou le niveau d'ethnocentrisme, le fait d'introduire l'islam sur la liste proposée renforce le sentiment de ne pouvoir parler librement, alors que l'introduction du thème de « la politique » n'a aucun effet. L'islam est donc un sujet sur lequel on peut penser que les personnes interrogées ne diront pas nécessairement ce qu'elles pensent. Mais leur profil est contraire à l'hypothèse de départ. Les personnes qui se sentent censurées par la tyrannie du politiquement correct, qui estiment ne pas pouvoir dire ce qu'elles pensent vraiment, quel que soit le sujet d'ailleurs, sont celles qui ont le moins de ressources, qui se voient en position d'infériorité sociale et culturelle. Ce sont aussi les plus ethnocentristes dans leurs réponses aux autres questions de l'enquête, et toutes choses égales par ailleurs, c'est l'ethnocentrisme la variable la plus prédictive de cet état d'esprit.

Un autre facteur susceptible de biaiser les réponses aux questions de sondage est le mode de recueil des opinions. Depuis 1990, le sondage de la CNCNDH a été administré en face-à-face. Grâce au soutien du Service d'information du gouvernement (SIG), le sondage en face-à-face est doublé depuis 2016 par une enquête en ligne, auprès d'un *access panel*, reprenant l'essentiel des questions dans le même ordre. Si les personnes sondées sont seules face à leur ordinateur, leur parole devrait être plus libre que face à un.e enquêteur.e. La comparaison des réponses sur les deux échantillons, sur les deux années considérées (Mayer et al., 2017 et 2018), fait ressortir trois différences. Le taux de réponse des personnes interrogées en ligne est plus élevé qu'en face-à-face. Elles privilégient pour aller vite les modalités de réponses intermédiaires (plutôt d'accord/pas d'accord) aux plus tranchées (tout à fait/pas du tout), mais paradoxalement au total leurs réponses sont nettement plus intolérantes qu'en face-à-face. Sur le sentiment qu'il y a trop d'immigrés en France, qu'on ne se sent plus chez soi en France, qu'il faudrait rétablir la peine de mort, que la religion musulmane évoque quelque chose de négatif, qu'il faut refuser le droit de vote aux étrangers, les écarts dépassent vingt points de pourcentage. Une intolérance assumée dans le panel en ligne, dont une nette majorité se définit comme au moins un peu raciste (plutôt, un peu, pas très) alors que la majorité de l'échantillon en face-à-face se définit comme « pas du tout raciste ».

Est-ce seulement le fait d'être seul face à son écran, sans avoir à se soucier de l'image donnée à l'enquêteur ou l'enquêtrice, qui facilite l'expression d'opinions racistes et autoritaires ? Il faut aussi tenir compte des caractéristiques des deux échantillons au départ. Ce ne sont pas les mêmes personnes qui acceptent d'être interrogées en ligne et en face-à-face. Celles qui ouvrent leur porte à une enquêtrice, voire un enquêteur, sont plus confiantes, et la confiance dans les autres est plus répandue à gauche qu'à droite. Une analyse de régression logistique sur le fichier cumulé des deux enquêtes, en ligne et face-à-face, permet de mesurer, à âge, sexe, diplôme, religion, origine, confiance dans les autres, ouverture sur le monde (voyages et séjour à l'étranger) et orientation politique comparables, l'effet propre du mode de passation du questionnaire sur l'expression du sentiment anti-immigrés (accord avec l'idée qu'il y a trop d'immigrés en France). Toutes les variables de contrôle testées ont sans exception un impact statistiquement significatif sur ce sentiment, toutes choses égales par ailleurs, et tout particulièrement un faible niveau d'instruction. Mais dans tous les cas de figure, le mode de recueil des opinions garde un effet significatif, qui résiste à tous les contrôles et ajoute ses effets à ceux des autres variables. L'interrogation en ligne accroît la probabilité de donner une réponse intolérante, et l'interrogation en face-à-face la réduit. Chacune de ces méthodes a donc des avantages et des biais spécifiques. Plusieurs enquêtes, comme l'Enquête Sociale Européenne, sont en train d'expérimenter des méthodes de recueil mixtes, combinant le questionnaire en face-à-face avec une partie au téléphone ou en ligne³. C'est d'autant plus urgent que les sondages en ligne, moins coûteux, sont en train progressivement de remplacer les sondages en face-à-face.

Enfin mes nombreux échanges avec George Marcus, psychologue spécialiste des neurosciences et des émotions (Marcus et al., 2000), m'ont fait prendre conscience de la nécessité d'intégrer ces dernières dans mon approche du racisme. En 2016 nous avons pu réaliser une courte enquête expérimentale en ligne dans le cadre du sondage annuel de la CNCDDH (Mayer et al., 2017 : 80–87). Pour tourner les défenses des personnes interrogées, libérer leur parole, elle fait notamment réagir à des photos et verbaliser les émotions ressenties (Encadré 5). Je connaissais la technique pour l'avoir déjà utilisée avec Guy Michelat au Cevipof. Je l'ai utilisée aussi dans l'enquête que j'ai coordonnée sur les militants d'extrême-droite en Europe (Klandermans et Mayer, 2005). Mais en 2016 les photos sont au cœur du dispositif expérimental, le sondage en ligne permet facilement de varier les photos de manière aléatoire, et de généraliser les résultats puisqu'il porte sur un échantillon national représentatif de la population adulte métropolitaine (N=850). L'expérience s'inscrit dans la perspective des travaux sur le racisme « implicite », dont la personne n'a pas nécessairement conscience mais que révèlent des tests d'associations de mots en ligne et la rapidité à répondre. Le parti pris est de montrer des photos ou des images qui fonctionnent comme des tests projectifs. La personne sondée est libre d'y voir ce qu'elle veut en fonction de sa personnalité et de son histoire. Après un pré-test d'une vingtaine de photos auprès d'un échantillon d'étudiants, six ont été sélectionnées : des religieuses en tenue ecclésiastique au bord de la mer, un canot chargé de réfugiés, un cimetière de la première guerre mondiale avec, au milieu des croix, une tombe surmontée d'une étoile de David⁴, et la même avec des tombes musulmanes, un montage avec les symboles des trois religions du Livre, une inscription qui peut se lire comme « Je suis Charlie » ou « Je ne suis pas Charlie ». Les deux premières

Encadré 5. Questions sur les photos projectives

Q2. En regardant cette photo pouvez-vous me dire ce que vous ressentez ? Est-ce que vous ressentez . . .

(Rotation aléatoire des items)

1. De la peur

Pas du tout Énormément

2. De l'enthousiasme

Pas du tout Énormément

3. De la sympathie

Pas du tout Énormément

4. De la colère

Pas du tout Énormément

5. De la haine

Pas du tout Énormément

6. Du dégoût

Pas du tout Énormément

7. De l'indifférence

Pas du tout Énormément

Q3. Maintenant en quelques mots pourriez-vous dire pourquoi vous avez choisi ces réponses, expliquer ce que vous ressentez face à cette photo ? (remontée)

Source : Enquête IFOP/CNCDH « Emotions », décembre 2016.

ont été présentées à tout l'échantillon, les quatre dernières réparties de manière aléatoire (tombe juive ou musulmane, symboles ou Charlie). Le questionnaire comportait aussi une question sur les émotions associées aux attentats, sans photo : « Quand vous pensez aux attentats qui se sont produits en France depuis l'année dernière, pouvez-vous me dire ce que vous ressentez ? », avec la même liste d'émotions que pour les photos et la même échelle mesurant leur intensité allant de 0 à 10 (Encadré 5). Tout à la fin du questionnaire une liste de mots était aussi proposée, et il fallait dire s'ils évoquaient quelque chose de positif (très, assez), négatif (assez, très), ou ni positif ni négatif.

Le matériel qualitatif est particulièrement riche et très complémentaire des données quantitatives. Ainsi le canot chargé de migrants suscite des émotions particulièrement fortes. De la colère d'abord, de la sympathie, mais aussi de la peur, même du dégoût et de la haine. A regarder de près toutefois, la colère est plus marquée aux deux extrêmes du champ politique, à la gauche de la gauche et à l'extrême-droite, et pour des raisons opposées. Chez les proches déclarés de la gauche radicale (partis trotskystes, Front de gauche) la proportion de répondants disant ressentir « énormément » de colère (note 10) est de 32 % et c'est là que la

sympathie à l'égard des réfugiés est la plus forte (5,6 en moyenne contre 4,1 dans l'échantillon). Chez les proches du FN la proportion de répondants très en colère dépasse le tiers mais elle va de pair avec le choix plus fréquent d'émotions négatives comme le dégoût et la haine et c'est chez eux que la sympathie est la plus faible (note moyenne de 2,1). Et les questions ouvertes confirment ces réactions contrastées, les uns y voyant « des gens qui fuient leur pays », « abusés par des passeurs », « qui risquent leur vie », les autres « une invasion migratoire », « des populations à problème, des djihadistes infiltrés ».

Explications de votes

Un autre domaine de recherche où la méthode conditionne les résultats est celui du comportement électoral. A l'école de Michelat, j'ai attaché particulièrement d'importance aux « variables lourdes » (Mayer, 1986b) que sont la religion et la classe sociale et aux débats annonçant la mort du vote de classe. Prématurément, car les résultats varient du tout au tout selon que l'on utilise le rudimentaire indice d'Alford qui se contente de soustraire de la proportion d'ouvriers votant pour la gauche celle des non ouvriers, ou des *odds ratio* prenant en compte des indicateurs de classe plus détaillés, tous les choix électoraux possibles, y compris l'abstention, et mesurant l'impact de la classe sociale toutes choses égales par ailleurs comme le fait l'indice de « vote de classe total » de Michael Hout, Clem Brooks et Jeff Manza (Mayer 2007 ; Cautrès et Mayer, 2010 ; Gougou et Mayer, 2012 et 2017). J'ai inlassablement tenté de montrer que les clivages ne disparaissent pas, ils se transforment. Au désalignement ouvrier répond le virage à gauche des classes moyennes salariées et d'autres clivages s'affirment, notamment l'ancrage à droite des travailleurs indépendants face aux salariés (Mayer, 2000), et le tropisme de gauche du secteur public face au secteur privé (Boy et Mayer, 1997). Tandis qu'au tournant des années 1980 se dessine un nouveau clivage entre partis extrêmes et modérés, coupant à travers les lignes du clivage gauche-droite, lié à l'accélération de la mondialisation économique. Accroissant la compétition au niveau économique (avec l'ouverture des frontières), culturel (avec l'immigration et la diversification ethnique) et politique (avec de nouveaux acteurs restreignant la souveraineté des Etats-nation) elle génère des gagnants – employeurs et salariés qualifiés, mobiles, ouverts à l'international - et des perdants – travailleurs non qualifiés, dans des secteurs jusque-là protégés. Un créneau dont vont se saisir les droites radicales populistes, à commencer par le FN, en prenant la défense des « perdants » contre les élites en place.

Or les problèmes de méthode se posent avec encore plus d'acuité quand on étudie les votes pour ces droites radicales à partir de données de sondage (Mayer, 2018). Les échantillons sous-représentent habituellement les catégories socialement et culturellement défavorisées, celles justement les plus susceptibles de les soutenir. Indépendamment du statut socio-économique, ce vote reste difficile à avouer compte tenu de la réprobation morale et sociale qui l'entoure. Le vote Le Pen dans les enquêtes électorales du Cevipof puis du CEE est sous-déclaré, avec un décalage de 4 à 10 points par rapport aux résultats réels. En France la stratégie de « dédramatisation » menée par Marine Le Pen depuis 2011 semble avoir eu un certain impact puisque dans l'enquête *French Election Study* de 2017, 20,6 % de l'échantillon dit avoir voté pour elle au premier tour du dernier scrutin présidentiel alors que son score s'établit à 21,3 %, soit un écart de moins d'un

point. Mais pour le second tour de nouveau on observe un écart de 5 points (28,9 % au lieu de 33,9 %), reflétant sans doute la dégradation de son image après son débat d'entre-deux-tours avec Emmanuel Macron. C'est encore pire dans les grandes enquêtes internationales (*European Values Study*, *European Social Survey*, *World Values Survey*, *Eurobarometer*), déconnectées des scrutins nationaux, qui interrogent sur la reconstruction des votes passés, ou les intentions de vote futures, et sur des échantillons nationaux de taille réduite (1000 au mieux). Tout concourt pour que les électeurs des droites radicales y soient particulièrement mal représentés, surtout pour des élections peu mobilisatrices comme les Européennes où plus de la moitié de l'électorat s'abstient. Ainsi en France l'*European Elections Study* de 2014 ne recensait que 58 électeur.es déclaré.es du FN, soit 16 % des exprimés, alors qu'il arrivait en tête de tous les partis avec un score frôlant les 25 %. Même une enquête aussi méthodologiquement robuste que l'Enquête sociale européenne (ESS) n'échappe pas aux critiques, comme le montre l'article décapant de Marc Hooghe et Tim Reeskens (2007) dressant l'inventaire systématique des multiples biais qui affectent l'estimation du vote pour les partis de la droite radicale en Europe sur la base de ces données. Et pourtant la plupart des chercheurs continuent à s'en servir pour comparer les bases électorales des droites radicales européennes !

Pour étudier le vote FN j'ai donc privilégié les enquêtes nationales effectuées juste après l'élection, celles du Cevipof puis du Centre d'études européennes (CEE), réalisées sur de gros échantillons nationaux (de 2 000 à 4 000 répondant.es et plus) représentatifs de la population métropolitaine inscrite sur les listes électorales (disponibles sur : <http://cdsp.sciences-po.fr/>). Malgré la sous-déclaration des votes pour ce parti, encore très largement classé à l'extrême-droite et perçu comme « raciste » dans l'opinion, les échantillons de ces enquêtes comptent plusieurs centaines d'hommes et de femmes déclarant avoir voté pour Jean-Marie ou Marine Le Pen, qui sont comme un miroir grossissant de la part de l'électorat qui assume son choix. Ils m'ont permis de suivre les mutations et les permanences des votes lepénistes lors des six derniers scrutins présidentiels (1988–2017).

La notion « d'électorat » est trompeuse, suggérant une illusoire continuité dans le temps. D'une élection à l'autre, par le jeu du renouvellement démographique, des inscriptions/radiations des listes électorales, des fluctuations de la participation électorale, ce ne sont jamais exactement les mêmes individus qui vont voter. Au niveau des inscrits susceptibles de voter aux scrutins de 2017, en un an, le *turnover* est considérable puisque l'INSEE recense 1,4 millions de « sortants » et 3,1 millions « d'entrants » (Buisson, Penan, 2017). Et parmi ces inscrits, seuls 35 % ont voté aux quatre tours des élections présidentielle et législatives, la majorité (51 %) a voté par intermittence et 14 % se sont systématiquement abstenus (Villette et Hervy, 2017). J'ai donc inversé la perspective et plutôt que décrire des électors, raisonné en termes de probabilités de vote et de variables prédictives, toutes choses égales par ailleurs. L'électorat Le Pen se renouvelle sans cesse mais les structures de ce vote perdurent.

Les enquêtes Cevipof/CEE permettent sur trente ans de repérer les invariants du vote Le Pen lors du scrutin le plus mobilisateur en France qu'est le scrutin présidentiel (Mayer, 2002 et 2018). Le premier facteur est le positionnement dans l'espace politique. Ce vote est d'autant plus fréquent que la personne se situe plus à droite sur l'échelle

gauche-droite, atteignant des records à l'extrême-droite. On trouve aussi des « gaucholépénistes » (Perrineau, 2017) qui se classent à gauche tout en votant Le Pen, mais ils sont minoritaires. Au premier tour de l'élection présidentielle de 2017 le score de Marine Le Pen passe de 9 % à l'extrême gauche à 95 % à l'extrême-droite. Et ce positionnement n'est pas arbitraire, il correspond à des valeurs, une vision du monde. Plus la personne se situe à droite, plus sa vision sera ethnocentriste, méfiante à l'égard des immigrés, des étrangers, plus elle sera autoritaire et répressive et plus elle sera tentée par un vote pour un parti comme le FN. L'enjeu de l'immigration, vu comme une menace à la fois économique, identitaire et sécuritaire, sera plus important à ses yeux que tous les autres. Ni le libéralisme en matière de mœurs, ni le libéralisme économique, n'ont un impact significatif, une fois contrôlé l'effet des autres variables.

Ces attitudes ethnocentristes et autoritaires sont elles-mêmes étroitement liées au niveau d'instruction. Faire des études ouvre sur le monde et les autres cultures, développe l'esprit critique, fait rempart aux préjugés. *A contrario* dans une société où l'objectif affiché est d'amener au bac 80 % d'une classe d'âge, échouer à cet examen ou être orienté au préalable vers des filières courtes perçues comme des voies de relégation, condamne aux petits boulots ou au chômage et génère un ressentiment auquel les immigrés serviront d'exutoire. A toutes les élections sauf celle de 1984, on retrouve cette corrélation négative entre diplôme et vote Le Pen. Les probabilités d'un tel vote sont trois à quatre fois plus élevées dans l'enseignement technique court (CAP, brevet) que chez les diplômés du supérieur. Et parce que le niveau de diplôme est fortement associé à la classe sociale, le FN réussit mieux dans les fractions les plus populaires de l'électorat, les moins pourvues en capital culturel, à commencer par les ouvriers. Un modèle de régression logistique cherchant à prédire le vote Marine Le Pen au second tour du scrutin de 2017, avec comme variables explicatives âge, diplôme, sexe, position sur l'échelle gauche-droite, niveau d'ethnocentrisme et niveau d'autoritarisme, montre que ces variables expliquent ensemble quelques 58 % de la variance et qu'elles ont toutes un impact statistiquement significatif, sauf une, le sexe, on verra plus loin pourquoi.

Sexe et genre

C'est en travaillant sur le vote FN que j'ai vraiment pris conscience de l'impact politique du genre, peu pris en compte dans les études électorales sinon par une question sur le sexe de la personne interrogée, comme variable de contrôle (Mayer, 2002). Du temps de Jean-Marie Le Pen, c'est le sexe qui faisait la différence au moment de voter, avant la profession exercée, l'âge, la pratique de la religion ou le diplôme (Mayer, 2002 : 220). Toutes choses égales par ailleurs, les électrices votaient moins pour lui que les électeurs. Ce phénomène, qu'on retrouve alors à travers toute l'Europe, sera baptisé « Radical Right Gender Gap » (RRGG) par la chercheuse américaine Terri Givens (2004). Quatre grands types d'explication sont alors avancés pour en rendre compte. Le premier renvoie à la division sexuelle du marché du travail. Ces droites font leurs meilleurs scores chez les ouvriers, un milieu de travailleurs manuels, majoritairement masculin, particulièrement exposé au chômage et à la précarité et où la proportion de travailleurs immigrés est la plus forte. Les femmes occupent plus souvent des emplois non manuels, comme

employées dans le commerce ou les services, ou dans le secteur public. Elles seraient moins au contact des immigrés et moins sensibles aux thématiques xénophobes. La seconde explication privilégie le rôle de la religion. Les valeurs chrétiennes feraient rempart contre l'idéologie anti-universaliste de ces droites. Or les femmes, surtout les plus âgées, restent en moyenne plus pratiquantes que les hommes, elles seraient *a priori* plus réceptives aux injonctions de l'Église. Un troisième facteur avancé est la diffusion des valeurs féministes dans la société. Sa visée émancipatrice serait difficilement compatible avec la vision traditionnelle de la famille et des mœurs véhiculée par ces droites, surtout chez les plus jeunes femmes, tandis qu'inversement elle serait vécue comme une menace chez certains hommes. *A contrario*, malgré les progrès du féminisme ordinaire, on note la persistance de stéréotypes de genre. L'éducation des filles valorise la soumission aux normes, décourage l'agressivité et l'affirmation de soi. L'image d'extrémisme et de violence associée aux droites radicales et leur côté *outsider* et hors normes auraient un rôle dissuasif auprès de l'électorat féminin.

Mais cette polarisation sur le RRGG m'a très tôt parue contreproductive, empêchant de saisir les évolutions en cours. La réticence des femmes à voter pour les droites radicales ne s'observe ni dans tous les pays, ni à toutes les élections, elle peut même disparaître comme je l'ai montré à l'occasion des scrutins présidentiels français de 2012 et 2017. Il faut inverser la problématique et se demander pourquoi. La tertiarisation des emplois ouvriers et la prolétarianisation des emplois d'employés ont fait émerger un ensemble aux frontières floues de « travailleurs non qualifiés », où les femmes sont aussi nombreuses et aussi mal loties que les hommes. Caissières de supermarchés, vendeuses, assistantes maternelles, femmes de ménage, elles incarnent un prolétariat des services peu représenté, peu reconnu, mal payé, dont les conditions de précarité n'ont rien à envier à celles des ouvriers. Dès 2012, les scores de Marine Le Pen y sont supérieurs à ceux qu'elle fait chez les ouvriers. Le rempart de la religion s'effrite. La visibilité accrue de l'islam dans l'espace public, les débats autour du voile et de la burqa, la progression d'un fondamentalisme musulman, provoquent un réveil identitaire et une crispation ethnocentriste chez les catholiques français (Mayer et Michelat, 2007). En 2012 comme en 2017, le degré d'intégration à la communauté catholique n'a aucun effet protecteur. Le seul trait religieux qui influence – négativement – le vote pour la candidate du FN est de ne pas être catholique et tout particulièrement d'être musulman. Quant à l'image du FN, elle a changé, la stratégie de « dédiablement » mise en œuvre par Marine Le Pen a porté ses fruits. Une analyse systématique de l'effet du genre sur le vote Le Pen à toutes les élections présidentielles depuis 1988 montre qu'une fois contrôlé l'effet des variables sociodémographiques et attitudeles susceptibles de l'influencer, le genre a effectivement un effet spécifique et statistiquement significatif à tous les scrutins où Jean-Marie Le Pen est candidat : les femmes votent moins pour lui que les hommes. Toutefois depuis que sa fille l'a remplacé à la tête du parti, le genre n'a plus aucun effet. Mieux, dans les nouvelles cohortes qui arrivent à l'âge de voter, qui n'ont connu du FN que sa nouvelle présidente, le différentiel hommes-femmes s'est inversé (Mayer, 2015a ; Amengay et al., 2017). En 2017 le vote Marine Le Pen frôle au premier tour un tiers des votes des électrices de moins de 26 ans, soit sept points de plus que chez leurs homologues masculins. Dans cette tranche d'âge, le niveau de soutien à la droite radicale incarnée par le FN a quadruplé par rapport à 1988, alors que chez les hommes il n'a fait

que doubler dans le même temps. La stratégie de conquête de l'électorat féminin engagée par la présidente du FN, particulièrement appuyée en 2017, a payé.

Mais là encore, le phénomène n'est pas stabilisé. Il dépend de la nature du scrutin. L'élection présidentielle en France est la plus mobilisatrice et la plus personnalisée, l'effet Marine Le Pen y joue à plein. *A contrario*, à tous les scrutins intermédiaires entre la présidentielle de 2012 et celle de 2017 le *gender gap* est revenu, les femmes se distinguant des hommes par un taux d'abstention plus élevé. Il risque de réapparaître demain, lors des prochaines élections européennes, municipales et régionales. Et l'image du FN varie. La mauvaise prestation de Marine Le Pen lors du débat d'entre les deux tours avec Emmanuel Macron, où elle est apparue à la fois agressive et incompétente, a de nouveau détérioré son image, comme le montre le dernier Baromètre Kantar Sofres-One Point d'image du FN de Janvier 2018. Le RRG n'est pas revenu au second tour, mais le survote féminin en faveur de Marine Le Pen a disparu. Enfin la polarisation même sur le RRG est réductrice. Elle fait l'impasse sur l'hétérogénéité interne des électorsat féminin et masculin, sur les autres *gender gaps* existant (vote conservateur plus prononcé chez les électrices âgées, ou *traditional gender gap*, vote de gauche plus fréquent chez les jeunes, ou *modern gender gap*) et sur la complexité des rapports de genre et de sexe, qui ne se ramènent évidemment pas à la simple opposition hommes/femmes (Durand et Mayer, 2017).

Parmi les pistes de renouvellement à envisager il y a la prise en compte des minorités sexuelles et du vote LGBT, qui pose de redoutables problèmes méthodologiques (Durand et Mayer, 2017 : 282–288). Il y a l'ajout d'une troisième possibilité de réponse à la classique question sur le sexe : « homme », « femme » ou « autre », comme l'ont fait Janine Mossuz-Lavau et Réjane Sénac (2016) dans une vague du Baromètre électoral du CEVIPOF, avec une question ouverte demandant aux personnes se classant « autre » d'explicitier leur choix. Il y a enfin une réflexion à mener sur les notions de masculinité et de féminité. La psychologie depuis longtemps a mis au point des instruments pour évaluer les stéréotypes sociaux relatifs aux rôles féminins et masculins, et la manière dont les individus se les approprient. Un des plus connus est le *Bem Sex Role Inventory*, mis au point par la psychologue Sandra L. Bem pour repérer l'androgynie en partant des stéréotypes socialement construits sur les rôles masculins et féminins. Pour elle masculinité et féminité ne forment pas un *continuum* mais deux dimensions indépendantes, qui existent chez chaque individu en proportion variable. Son indicateur rassemble des traits de caractère supposés « masculins », « féminins » et « neutres ». L'échelle de départ comportait 200 *items*, réduite ensuite à 60 puis 40 *items*. La personne interrogée doit dire dans quelle mesure ces traits s'appliquent à elle en leur affectant un score allant de 1 (jamais) à 7 (toujours). Or avoir des traits de personnalité masculins s'avère un très bon prédicteur de soutien au Parti pour la liberté de Geert Wilders aux Pays-Bas, par exemple, indépendamment du sexe biologique (Coffé, 2018), indicateur que j'aimerais prochainement inclure dans une enquête française.

Exclusion sociale, exclusion politique

Un autre champ de recherche où les questions de méthode sont déterminantes est celui de l'exclusion sociale. J'y ai été sensibilisée par un colloque co-organisé avec ATD-

Quart Monde à Sciences Po en 2008, sur le thème de « La démocratie à l'épreuve de l'exclusion ». En 2009, dans un contexte de crise économique et de montée des inégalités, Louis Chauvel et moi lançons à Sciences Po le réseau de recherche POLINE/Politics of Inequalities, associé à un séminaire international. En partenariat avec des chercheurs d'Oxford, Harvard et Princeton, il s'agissait d'étudier l'impact des inégalités sociales sur les préférences et les comportements politiques et sur les politiques publiques mises en œuvre pour y répondre. Je me suis intéressée au rapport au politique et au vote des plus démunis, qui ne sont jamais pris en compte dans les enquêtes électorales. Aux Etats-Unis, le rapport d'une *task force* de l'*American Political Science Association* sur les inégalités (APSA, 2004) mettait très tôt en lumière l'exclusion politique des pauvres, absents tant de la scène électorale que de celle des mouvements sociaux, incapables de faire entendre leur voix : « *Citizens with lower or moderate incomes speak with a whisper that is lost on the ears of inattentive government officials, while the advantaged roar with a clarity and consistency that policy-makers readily hear and routinely follow* » (APSA, 2004 : 2). Ce sera le point de départ d'un projet pour l'ANR, CELINES (Conséquence Electorales des Inégalités Economiques), proposant d'étudier les effets politiques de la crise économique lors de l'élection présidentielle de 2012 en panachant enquête par sondage national et entretiens en profondeur. Le projet n'est pas retenu. Mais grâce à un financement conjoint de la Direction scientifique de Sciences Po et de l'EDF, un projet plus modeste, « Votpauvre » voit le jour, auquel j'associe Céline Braconnier. Au-delà de la pauvreté monétaire, c'est la montée de la précarité qui nous interpelle, l'insécurité sociale au sens où l'entendait Robert Castel, la diminution des protections, « *le fait d'être à la merci du moindre aléa de l'existence, par exemple une maladie, un accident, une interruption de travail qui rompent le cours de la vie ordinaire et risquent de vous faire basculer dans l'assistance, voire dans la déchéance sociale* » (Castel, 2005⁵).

L'enquête combine un volet qualitatif, à base d'entretiens semi-directifs effectués le mois précédant le premier tour auprès de personnes en situation de précarité, dans les agglomérations parisiennes, grenobloises et bordelaises, et un volet quantitatif, appuyé sur un sondage post-électoral représentatif de la population inscrite sur les listes électorales, effectué le mois suivant le second tour. Nous avons fait le terrain qualitatif nous-mêmes avec une équipe de doctorant-es, en discutant ensemble de toutes les étapes du projet, de la conception à l'analyse des entretiens et à la rédaction du livre. Sur le modèle des enquêtes de l'Insee sur les sans-abri, nous sommes passées par des associations caritatives, choisies après un long travail de repérage sur le terrain et de rencontres avec leurs responsables et leurs bénévoles. Les personnes qu'elles accompagnent, qui vivent grâce aux aides sociales, ont été approchées en situation, sur les lieux de distribution de colis alimentaires ou de vêtements, dans les logements sociaux ou dans des centres d'accueil de jour. Elles n'ont pas fait de difficulté pour nous répondre, trop heureuses que pour une fois on leur demande leur avis sur la politique, qu'on considère leur opinion. Il en résulte un matériau extraordinairement riche, près de trois mille pages de retranscriptions d'entretiens et de notes de terrains, dont de larges extraits sont repris dans notre ouvrage, *Les inaudibles* (Braconnier et Mayer, 2015). Ils montrent que contrairement aux idées reçues, même les individus les plus précaires s'intéressent à la politique, suivent la

Encadré 6. L'image des candidats

« Faudrait . . . Je sais pas . . . Je sais pas . . . Mettre un pauvre en tant que président, voilà ce qu'il faudrait ! Mettre une personne pauvre en tant que président, parce que cette personne, elle saura ce que les personnes ont besoin exactement. Eux, ils ont leur argent. Eux, ils ont leur nourriture tous les jours. Eux, ils peuvent même manger du caviar s'ils en ont envie ! Ils ont . . . financièrement, je vois pas les soucis que, eux, ils ont ! Donc . . . eux, ils ont leur propre argent, ils ont leur nourriture tous les jours. Ils ont pas le souci du lendemain. Ils sont en costume cravate. Nous, on va se promener avec le pantalon de 5€ du marché qui se déchire au bout de quatre à cinq lavages. Nos enfants ils peuvent pas . . . Ils peuvent pas . . . Voilà quoi, il faut rester logique ! Moi, mes enfants, c'est des enfants qui n'ont pas d'argent de poche parce qu'on ne peut pas » (Femme, 31 ans, Grenoble).

« Mais . . . Tous ces dix candidats-là, autant qu'ils sont, n'importe quel parti, ils devraient vraiment s'immerger, faire une immersion dans tous les domaines. Venir avec moi pour faire une recherche d'emploi, parce qu'ils verront ce que c'est, je leur dirai « voilà, je vous donne déjà 2€, et vous traversez tout l'Isère pour chercher du travail, allez, débrouillez-vous Monsieur Hollande ou Monsieur Dupont machin, ou Monsieur Sarkozy, bah venez avec moi », vous voyez ? Vraiment les mettre dans la situation. (. . .) Et je pense que c'est ce qui ferait bouger les choses, parce qu'ils ne peuvent pas se rendre compte, ils sont quand même . . . Parce qu'ils ont tous plus ou moins une bonne situation, d'après ce que j'ai compris, les dix candidats, donc ils peuvent pas se mettre à la place du petit ouvrier qui galère pour avoir » (Femme, 54 ans, Grenoble, dans Braconnier et Mayer, 2015 : 218–220).

campagne, connaissent les principaux candidats, ont des préférences partisans. Et qu'ils auraient beaucoup de choses à dire aux candidats (Encadré 6).

Mais ce ne sont pas tout à fait des citoyens comme les autres non plus. Difficultés matérielles, isolement, démoralisation, se conjuguent pour favoriser des comportements de retrait et d'abstention, et le taux de non-inscription sur les listes électorales y est quatre fois supérieur au taux national. Ils sont, c'est le titre que nous avons donné à notre ouvrage, « inaudibles ».

Le volet quantitatif lui repose sur l'exploitation des données d'une enquête post-électorale, la *French Election Study* (FES 2012) centrée sur « L'Economie politique du vote », coordonnée par Nicolas Sauger au Centre d'études européennes (CEE). Effectuée du 9 mai au 9 juin 2012 auprès de 2014 individus représentatifs de la population française inscrite en métropole, elle offre deux avantages sur le plan méthodologique. C'est un échantillon probabiliste, sur le modèle des enquêtes internationales, permettant un calcul plus précis des marges d'erreur statistique, alors que la plupart des enquêtes françaises recourent à la méthode des quotas. Et l'enquête est administrée en face-à-face, permettant un questionnaire plus long et l'assistance de l'enquêteur.e si besoin. Mais l'innovation principale pour nous a été d'y introduire, pour la première fois dans une enquête électorale nationale, un indicateur de précarité sociale, le score

Encadré 7. Le score Épices

- Rencontrez-vous parfois un travailleur social ?
- Bénéficiez-vous d'une assurance maladie complémentaire ?
- Vivez-vous en couple ?
- Êtes-vous propriétaire de votre logement ?
- Y a-t-il des périodes dans le mois où vous rencontrez de réelles difficultés financières à faire face à vos besoins (alimentation, loyer, EDF...) ?
- Vous est-il arrivé de faire du sport au cours des douze derniers mois ?
- Êtes-vous allé au spectacle au cours des douze derniers mois ?
- Êtes-vous parti en vacances au cours des douze derniers mois ?
- Au cours des six derniers mois, avez-vous eu des contacts avec des membres de votre famille autres que vos parents ou vos enfants ?
- En cas de difficultés, y a-t-il dans votre entourage des personnes sur qui vous puissiez compter pour vous héberger quelques jours en cas de besoin ?
- En cas de difficultés, y a-t-il dans votre entourage des personnes sur qui vous puissiez compter pour vous apporter une aide matérielle ?

EPICES (*Évaluation de la précarité et des inégalités de santé pour les centres d'examen de santé*)⁶. C'est Philippe Warin qui nous l'a fait découvrir, pour l'avoir utilisé dans ses enquêtes sur l'accès aux droits sociaux dans le cadre de l'ODENORE (Observatoire des non-recours aux droits et services). Cet indicateur a été initialement construit pour repérer les populations à risque, socialement isolées et économiquement fragiles, parmi les assurés ou ayants droit du régime général de la Sécurité sociale. Il comprend 11 questions simples, bien acceptées si l'on en juge d'après le taux quasi inexistant des refus de répondre, tenant compte non seulement des difficultés matérielles mais du degré d'isolement social et culturel, de l'accès aux soins, etc. (Encadré 7). Il permet de classer la population sur un gradient de précarité avec des scores allant de 0 (absence totale de précarité) à 100 (précarité la plus élevée). Et les résultats bousculent nombre d'idées reçues sur la précarité.

C'est un phénomène plus répandu qu'on ne pense. Par convention une personne est considérée précaire à partir d'un score de 30/100 sur l'indicateur Epices. Or c'est le cas de 39 % de l'échantillon de notre enquête post-électorale de 2017, échantillon représentatif de la population française inscrite sur les listes électorales. Et si au lieu d'adopter ce seuil, par définition arbitraire, on classe les individus en 5 groupes égaux ou « quintiles », par niveau croissant de précarité, le contraste est saisissant entre le premier quintile, où le score Epices moyen ne dépasse pas 4, et le dernier où il monte à 56 (Figure 1).

C'est un phénomène diffus, qui ne se limite pas aux classes populaires. La précarité est certes beaucoup plus fréquente chez les ouvriers et les employés, dont respectivement 53 % et 44 % se classent dans les deux derniers quintiles du score Epices (Q4 et Q5 dans la Figure 2), rassemblant les personnes les plus précaires. Mais elle touche aussi un tiers

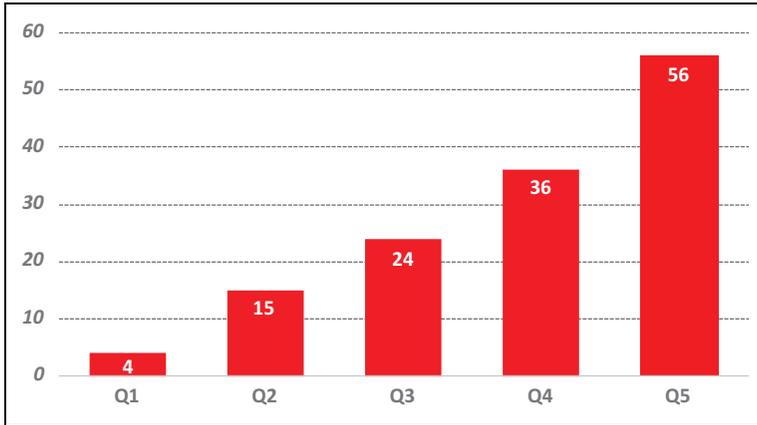


Figure 1. Scores Epices moyens par quintiles en 2017

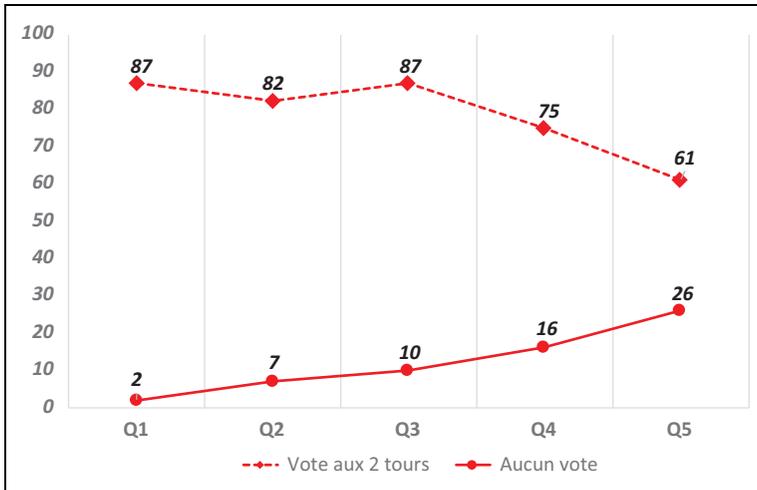


Figure 2. Participation (%) aux scrutins présidentiels de 2017 par niveau croissant de précarité

des indépendants (petits patrons et agriculteurs), 30 % des professions intermédiaires, 16 % des cadres supérieurs.

Quelle que soit l'élection, le premier effet de la précarité est d'éloigner des urnes. Ainsi la proportion d'inscrits déclarant n'avoir voté à aucun des deux tours du dernier scrutin présidentiel passe de 2 % dans le premier quintile à plus du quart dans le dernier (Figure 2) tandis que celle des personnes déclarant avoir voté aux deux tours passe de 87 % à 61 %. Et cet effet de la précarité sociale se maintient quand on contrôle l'effet des autres variables explicatives de la participation électorale, âge, diplôme, genre, pratique religieuse. Le lien avec la politique n'est pourtant pas rompu : la grande majorité des très précaires se situe sur l'échelle gauche-droite, déclare une proximité partisane, dit suivre

Tableau 1. Votes aux deux tours de l'élection présidentielle de 2017 par niveau croissant de précarité (%)

Quintiles	1er tour présidentiel				2ème tour	
	Mélenchon	Macron	Fillon	Le Pen	Macron	Le Pen
Q1 - -	16	30	28,5	11	81	19
Q2 -	20	30	24	12	78	22
Q3 =	18	20	21,5	24	62,5	37,5
Q4 +	23	18	12	31	52,5	47,5
Q5 ++	24	18	9	35	47	53

au moins de temps en temps les débats de la campagne. Mais leurs préférences se traduisent moins souvent en bulletins de vote.

Enfin quand les précaires votent, ils sont traversés par les mêmes clivages que le reste du corps électoral, qu'ils se contentent d'amplifier. C'est un monde hétérogène (Fuchs et Mayer, 2015). Ils sont loin de former une classe sociale, d'avoir une identité commune de déshérité, contrairement à ce que suggère Guy Standing dans son livre sur le précaire, « Nouvelle classe dangereuse » (2014). Ils ne votent pas nécessairement plus à gauche. En 2012, le vote pour François Hollande augmente effectivement avec le taux de précarité tandis que le vote pour Sarkozy, le « président des riches », diminue. Et cet effet résiste à tous les contrôles, il joue quel que soit le sexe, l'âge, le diplôme, la pratique religieuse ou la profession. Mais en 2017, la gauche n'apparaît plus comme un recours, c'est le vote pour Marine Le Pen qui croît avec le niveau de précarité (Tableau 1). Un phénomène qui s'observait déjà aux régionales de 2015 (Mayer, 2017) et qui là encore résiste à tous les contrôles. Au second tour, c'est plus de la moitié des très précaires qui ont préféré la candidate du FN à Macron qui, lui, recueille quatre voix sur cinq des plus favorisés.

Croisé avec l'appartenance socioprofessionnelle, enfin, cet indicateur de précarité permet de différencier au sein des ouvriers, qui ne sont pas tous socialement précaires. En 2012 il n'y avait pas de lien statistiquement significatif entre vote Le Pen et précarité, et les ouvriers les plus enclins à un tel choix étaient ceux qui étaient juste au-dessus du seuil de précarité et avait peur d'y « tomber ». En 2017 la relation entre précarité et vote Le Pen est devenue positive et statistiquement significative. Au premier tour, le vote Le Pen passe de 28 % chez les ouvriers non précaires à 38 % chez les précaires, et au second de 42 à 57 %.

Conclusion

Les approches qualitatives et quantitatives sont souvent présentées comme deux cultures irréductibles (Goertz et Mahoney, 2012)⁷. Pour ma part cela n'a jamais été le cas et l'opposition est largement artificielle. Elles ont un même objet, l'individu en société, porteur des sous-cultures des divers groupes auxquels il appartient. Nos choix les plus intimes – relation amoureuse, prénom à donner à son enfant, décoration intérieure, suicide –, ont une logique sociale. Quand Guy Michelat nous formait à l'entretien non-directif, il citait l'anthropologue Edward Sapir : « Dans les moindres actions humaines, on peut, on doit chercher le social. Prenons le cas de la respiration. Il y a des façons

polies de respirer ; d'autres ne le sont pas. On s'imagine que l'individu est maître du rythme respiratoire ; mais qu'on y cherche trace du savoir-vivre ou de la tradition et l'on tombe sur un modèle social » (Sapir, 1967 : 10). Et qu'on fasse un court entretien de sondage, préstructuré par un questionnaire d'enquête, ou un long entretien non-directif, quasiment sans relance, il repose sur l'interaction entre deux individus, dont l'un est susceptible, consciemment ou non, de biaiser la parole recueillie, d'imposer sa problématique et l'autre de résister à ce questionnement. Les deux cartons de *verbatim* d'entretiens de sondage au téléphone que j'ai fait intégralement enregistrer lors de l'enquête expérimentale sur la démocratie (Grunberg et al., 2002), puis lors d'une enquête comparative sur le racisme en Europe, « Group Focused Enmity » (Küpper et Zick, 2014) dont je coordonnais le volet français, le montrent bien. Leur écoute restitue la singularité de chaque entretien, la relation particulière qui s'établit entre intervieweur.e et interviewé.e malgré la brièveté de la situation et la standardisation du questionnaire, avec son rythme et ses ponctuations – rires, soupirs, silences, reformulations, interruptions –. Elle amène à s'interroger sur l'influence de ces interactions sur les opinions exprimées. Qu'en est-il, *a fortiori*, dans un entretien en face-à-face de plusieurs heures, les yeux dans les yeux, même le moins directif, alors qu'une multitude de signaux non verbaux s'échangent – hochements de tête, sourires, haussement de sourcil, signes d'attention ou d'encouragement – ? Aussi riche le matériel recueilli soit-il enfin, il faudra, dans les deux cas, l'analyser, l'interpréter, mettre en rapport les opinions produites avec le contexte spatial et temporel, les caractéristiques sociales et culturelles de leurs auteurs, chercher les raisonnements sous-jacents qui leur donnent sens. Et on peut tout autant analyser des entretiens avec des méthodes quantitatives (lexicométrie) qu'analyser les sondages, notamment la manière dont leurs questions sont comprises, de manière qualitative (*cognitive interviewing*).

Pour ma part j'ai toujours panaché approches qualitatives et quantitatives, soit de manière séquentielle, comme dans ma thèse sur les petits commerçants (Mayer, 1986a) et dans l'enquête sur la précarité sociale (Braconnier et Mayer, 2015), soit de manière simultanée comme dans les enquêtes annuelles sur le racisme de la CNCDDH. Dans celle de 2000, nous avions aux côtés des questions fermées habituelles plusieurs questions ouvertes dont une demandant : « Qu'est-ce que c'est, selon vous, être raciste ? ». Nous avions des doutes sur une question tirée des Eurobaromètres interrogeant sur la définition de soi comme raciste : « Personnellement, diriez-vous de vous-même que vous êtes plutôt, un peu, pas très ou pas raciste du tout ? ». Les modalités nous semblaient imprécises et les biais potentiels de désirabilité sociale importants. A l'époque 12 % de l'échantillon se définit comme « plutôt raciste », 31 % « un peu », 26 % « pas très » et 28 % « pas du tout ». Or le croisement de ces réponses avec celles à la question ouverte montre en fait une grande cohérence (Mayer et Michelat, 2001). La majorité de l'échantillon décrit ce qu'est être « raciste » de manière factuelle, en décrivant des comportements et des attitudes de rejet. Une minorité (14 %) y ajoute des commentaires justifiant ce rejet. Mais la proportion double chez les personnes qui se disent « un peu » ou « plutôt » racistes (28 % et 30 %). Celles-ci se distinguent également par des commentaires négatifs envers les étrangers et les immigrés alors qu'*a contrario* les personnes se décrivant comme « pas très » ou « pas du tout » racistes condamnent ces comportements au nom de la morale. A l'aide d'une dizaine de questions portant sur la perception des

immigrés et des étrangers, on peut aussi construire une échelle d'attitude dont les scores varient de 0 à 9 selon l'intensité du rejet de l'Autre. Par opposition au racisme « subjectif » mesuré par la question sur la perception de soi, cette échelle d'attitude mesure un racisme « objectif » parce que c'est une mesure indirecte, reposant sur la corrélation entre les réponses à des questions qui prises une à une ne dénotent pas nécessairement du racisme. Ces deux formes de racisme sont étroitement corrélées, puisque 3 personnes interrogées sur 4 sont racistes ou non racistes sur les deux indicateurs à la fois. Et elles s'expliquent par les mêmes variables (âge, diplôme, orientation politique). C'est le quart restant qui s'avère particulièrement intéressant. 10 % des personnes interrogées se considèrent ne serait-ce qu'un peu raciste, alors que leurs scores sur l'échelle de racisme objectif montre le contraire. Or cette proportion fait plus que doubler chez les catholiques pratiquants, et chez les sympathisants communistes. Ce sont des personnes « à scrupules », qui adhèrent fortement à des valeurs égalitaires/universalistes et dont le profil socioculturel est comparable à celui des anti-racistes. Inversement 14 % de l'échantillon se considère non raciste, malgré des scores élevés sur notre échelle. Cette proportion s'élève chez les femmes, les plus de 65 ans, les sympathisants de la droite modérée, avec une vision conservatrice de la société. Ce profil illustre les formes de racisme dit « subtil » ou « symbolique » qui sont développées dans les démocraties depuis la Seconde guerre mondiale. L'antiracisme est devenu la norme, ces personnes l'ont intériorisée. Leurs réponses aux autres questions du sondage montrent que non seulement elles ne se voient pas comme racistes, elles condamnent le racisme et jugent qu'une « lutte vigoureuse » contre le phénomène est nécessaire. Mais elles jugent les immigrés trop différents, pas assez respectueux de « nos » valeurs. Croiser les réponses aux questions fermées et ouvertes a permis de trouver un sens à des réponses à première vue contradictoires. L'éclectisme a du bon.

Declaration of conflicting interests

The author(s) declared no potential conflicts of interest with respect to the research, authorship, and/or publication of this article.

Funding

The author(s) received no financial support for the research, authorship, and/or publication of this article.

Notes

1. Voir : <https://www.sciencespo.fr/ceri/fr/content/les-sciences-sociales-en-question-grandes-controverses-epistemologiques-et-methodologiques>. L'ensemble des liens internet de ce texte sont actifs au 12 avril 2018.
2. Voir : <https://www.sciencespo.fr/fresque-pprd/#!/fr/frise/72/creation-du-cevipof/>
3. Voir : https://www.europeansocialsurvey.org/docs/methodology/Mixed-modes-in-the-ESS-6-experiments_in-Breen-et-al-2017.pdf
4. La même que celle utilisée par Guy Michelat au Cevipof dans les années 1970.
5. Voir : <http://www.politique-autrement.org/Lettre-no-37-Quelle-insecurite-sociale>
6. Après l'avoir testé au préalable dans deux enquêtes en ligne dans le cadre du panel Dynamob (« Dynamiques de mobilisation ») coordonné par Vincent Tiberj. Voir : <http://blogs.sciences-po>.

- fr/recherche-dynamob/2014/03/19/municipales-2014-une-enquete-de-long-terme/?_ga=2.97905948.2086654798.1521445873-735726065.1505309156
7. Voir les débats lors d'une table ronde que j'avais organisée au 9ème Congrès de l'AFSP du 5 au 7 septembre 2007 sur « Les méthodes en Science politique des deux côtés de l'Atlantique » : <https://f-origin.hypotheses.org/wp-content/blogs.dir/42/files/2007/10/bilancongres2007.pdf> ; et aussi voir Mayer, 2008.

Références

- Amengay K, Durovic A et Mayer N (2017) L'impact du genre sur le vote Marine Le Pen. *Revue française de science politique* 67(6) : 1087-2017.
- American Political Science Association Task Force on Inequality and American Democracy (2004) *American Democracy in an Age of Rising Inequality*. Washington : APSA. Voir : <http://www.apsanet.org/portals/54/Files/Task%20Force%20Reports/taskforcereport.pdf>
- Bon F, Burnier MA et Mayer N (1974) *Les sondages peuvent-ils se tromper ?* Paris : Calmann-Lévy.
- Bourdieu P (1993) *La misère du monde*. Paris : Seuil.
- Boy D et Mayer N (1997) Secteur public, secteur privé : un nouveau conflit de classe. Dans : Mayer N (dir.) *Les modèles explicatifs du vote*. Paris : L'Harmattan, 111-131.
- Braconnier C et Mayer N (dir.) (2015) *Les inaudibles. Sociologie politique des précaires*. Paris : Presses de Sciences Po.
- Buisson G et Penan S (2017) Élections présidentielles et législatives de 2002 à 2017 : une participation atypique en 2017. *Insee Première*, 1671.
- Castel R (2005) Quelle insécurité sociale ? *Politique Autrement* 37. Voir : <http://www.politique-autrement.org/Lettre-no-37-Quelle-insecurite-sociale>.
- Cautrès B et Mayer N (2010) Analyse multidimensionnelle de la classe sociale et de ses effets politiques. Dans : Boy D, Cautrès B et Sauger N (dir.) *Les Français, des Européens comme les autres ?* Paris : Presses de Sciences Po, 153-179.
- Coffé H (2018) Gender, Gendered Personality Traits and Radical Right Populist Voting. *Politics*. Voir : <https://doi.org/10.1177%2F0263395717745476>
- Durand M et Mayer N (2017) Genre, sexualité et vote. Dans : Déloye Y et Mayer N (dir.) *Analyses électorales*. Bruxelles : Editions Bruylant (collection Traités de Science Politique), 265-317.
- Favre P, Fillieule O et Mayer N (1997) La fin d'une étrange lacune de la sociologie des mobilisations. L'étude par sondage des manifestants : fondements théoriques et solutions techniques. *Revue française de science politique* 1 : 3-27.
- Fuchs N et Mayer N (2015) Un monde peu solidaire. Dans : Braconnier C et Mayer N (dir.) *Les inaudibles. Sociologie politique des précaires*. Paris : Presses de Sciences Po, 111-136.
- Givens T (2004) The Radical Right Gender Gap. *Comparative Political Studies* 37(1) : 30-54.
- Goertz G et Mahoney J (2012) *A Tale of Two Cultures. Qualitative and Quantitative Research in the Social Sciences*. Princeton : Princeton University Press.
- Gougou F et Mayer N (2012) The Class Basis of Extreme Right Voting in France : Generational Replacement and the Rise of New Cultural Issues (1984-2007). In : Rydgren J (ed.) *Class Politics and the Radical Right*. Oxford : Routledge, 156-172.
- Gougou F et Mayer N (2017) Classe religion et vote. Dans : Déloye Y et Mayer N (dir.) *Analyses électorales*. Bruxelles : Editions Bruylant (collection Traités de Science Politique), 175-219.

- Grunberg G, Lavau G et Mayer N (dir.) (1983) *L'univers politique des classes moyennes*. Paris : Presses de Sciences Po.
- Grunberg G, Mayer N et Sniderman PM (dir.) (2002) *La démocratie à l'épreuve. Nouvelle approche de l'opinion des Français*. Paris : Presses de Sciences Po.
- Hagendoorn L et Sniderman PM (2001) Experimenting with a National Sample : A Dutch Survey of Prejudice. *Patterns of Prejudice* 35(4) : 19-31.
- Hooghe M et Reeskens T (2007) Are Cross-National Surveys the Best Way to Study the Extreme-Right Vote in Europe? *Patterns of Prejudice* 41(2) : 177-196.
- Klandermans B et Mayer N (dir.) (2005) *Extreme Right Activists in Europe : through the Magnifying Glass*. Londres and New York : Routledge.
- Küpper B et Zick A (2014) Group-Focused Enmity : Prevalence, Correlations and Causes of Prejudices in Europe. In : Nesbitt-Larking P, Kinnvall C, Capelos T et Dekker H (ed.) *The Palgrave Handbook of Global Political Psychology*. London : Palgrave Macmillan, 242-262.
- Marcus GE, Neuman WR et McKuen M (2000) *Affective Intelligence and Political Judgment*. Chicago, IL : University of Chicago Press.
- Mayer N (1972) Les enquêtes de motivation. *Le Nouvel Observateur*, 10 juillet.
- Mayer N (1986a) *La boutique contre la gauche*. Paris : Presses de Sciences Po.
- Mayer N (1986b) Pas de chrysanthème pour les variables sociologiques. Dans : Dupoirier É et Grunberg G (dir.) *Mars 1986 : la drôle de défaite de la gauche*. Paris : Presses universitaires de France, 149-165.
- Mayer N (1987) De Passy à Barbès : deux visages du vote Le Pen à Paris. *Revue française de science politique* 37(6) : 891-905.
- Mayer N (1990) Ethnocentrisme, racisme, intolérance. Dans : Boy D et Mayer N (dir.) *L'Électeur français en questions*. Paris : Presses de Sciences Po, 17-43.
- Mayer N (1991) L'affaire Carpentras. *L'Histoire*, 148 : 9-14.
- Mayer N (1993) L'apport d'Annick Percheron à la sociologie. *Revue française de sociologie* 34(1) : 125-133.
- Mayer N (1994) La mobilisation anti-Front national. Dans : Perrineau P (dir.) *L'engagement politique : déclin ou mutation ?* Paris : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 335-358.
- Mayer N (1995) L'entretien selon Pierre Bourdieu, analyse critique de *La misère du monde*. *Revue française de sociologie* 36(2) : 355-370.
- Mayer N (1997) Le sondage délibératif au secours de la démocratie. *Le Débat* 96 : 67-72.
- Mayer N (2000) Indépendance, salariat et culture politique. Dans : Bréchon P, Laurent A et Perrineau P (dir.) *Les cultures politiques des Français*. Paris : Presses de Sciences Po, 357-375.
- Mayer N (2002) *Ces Français qui votent Le Pen*. Paris : Flammarion.
- Mayer N (2007) Que reste-t-il du vote de classe ? Dans : Perrineau P et Rouban L (dir.) *La politique en France et en Europe*. Paris : Presses de Sciences Po, 187-310.
- Mayer N (2008) Reflection on the Methods of Political Science on Both Sides of the Atlantic. *The Political Methodologist* 15(2) : 5-7.
- Mayer N (2015a) Le plafond de verre électoral entamé, mais pas brisé. Dans : Dézé A, Crépon S et Mayer N (dir.) *Les faux semblants du Front national. Sociologie d'un parti politique*, Paris : Presses de Sciences Po, 299-321.

- Mayer N (2015b) La sociologie électorale en France : bilan (auto)critique de 40 ans d'évolution. Dans : Paradeise C, Lorrain D et Demazière D (dir.) *Les sociologies françaises. Héritages et perspectives. 1960–2010*. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 343-353.
- Mayer N (2015c) Comment questionner sur des sujets sensibles : l'apport des expérimentations, communication au Congrès de l'AFSP, Aix-en-Provence, 22–24 juin.
- Mayer N (2017) Les électeurs du Front national. Dans : Gougou F et Tiberj V (dir.) *La déconnexion électorale. Un état des lieux de la démocratie française*. Paris : Fondation Jean Jaurès, 69-76.
- Mayer N (2018) How Political Science Approaches the Far Right. In : Ashe S, Busher J, Macklin G et Winter A (ed.) *Researching the Far Right : Theory, Method and Practice*. London : Routledge.
- Percheron A (1993) *La socialisation politique* (textes réunis par Mayer N et Muxel A). Paris : Armand Colin.
- Mayer N et Perrineau P (dir.) (1989) *Le Front National à découvert*. Paris : Presses de Sciences Po.
- Mayer N et Michelat G (2001) Subjective Racism, Objective Racism : The French Case. *Patterns of Prejudice* 35(4) : 6-18.
- Mayer N et Michelat G (2007) Les transformations du rapport à l'autre : le rôle des identités politiques et religieuses. Dans : Commission nationale consultative des droits de l'homme. *La lutte contre le racisme et la xénophobie*. Paris : La Documentation Française, 122-138.
- Mayer N, Michelat G, Tiberj V et Vitale T (2016) Questions de méthode. Dans : CNCDDH, *La lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie. Année 2015*. Paris : La Documentation Française.
- Mayer N, Michelat G, Tiberj V et Vitale T (2017) Questions de méthode. Dans : CNCDDH, *La lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie. Année 2016*. Paris: La Documentation Française, 64-87.
- Mayer N, Michelat G, Tiberj V et Vitale T (2018) Questions de méthode. Dans : CNCDDH, *La lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie. Année 2017*. Paris : La Documentation Française.
- Michelat G (1975) Sur l'utilisation de l'entretien non-directif en sociologie. *Revue française de sociologie* 16(2) : 229-247.
- Michelat G et Simon P (1977) *Classe, religion et comportement politique*. Paris : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques et Editions sociales.
- Mossuz-Lavau J et Sénac R (2016) 'Homme/Femme/Autre' face à l'élection présidentielle. [Rapport de recherche] Centre de recherches politiques de Sciences Po.
- Perrineau P (dir.) (2017) *Le vote disruptif : les élections présidentielles et législatives de 2017*. Paris : Presses de Sciences Po.
- Sapir E (1967) *Anthropologie. Tome I : culture et personnalité*. Paris : Les Éditions de Minuit (1ère édition anglaise, 1921).
- Sniderman PM (1993) The New Look in Public Opinion Research. In : Finifter A (ed.) *The State of The Discipline II*. Washington DC : The American Political Science Association.
- Sniderman PM et Carmines EG (1997) *Reaching Beyond Race*. Cambridge, MA : Harvard University Press.
- Standing G (2014) *The Precariat. The New Dangerous Class*. London : Bloomsbury.
- Villette C et Hervy C (2017) Des échéances électorales légèrement moins mobilisatrices qu'en 2012. *Insee Focus*, 79.